

AFFAIRE ALI HADDAD

Report du procès en appel au 27 septembre

P3

RENTREE SCOLAIRE

Les précisions du président Tebboune

P2

EXAMEN DU BAC

L'Unpef contre les poursuites judiciaires touchant les élèves

P2

ABDELMAJID TEBBOUNE FACE À LA PRESSE

L'Algérie ne participe pas à la normalisation avec Israël

P3



LIGUE 1- REPRISSE DES ENTRAÎNEMENTS

Les clubs voient enfin le bout du tunnel

Les clubs de la Ligue 1 professionnelle de football, à l'arrêt depuis le 16 mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), ont repris les entraînements à partir d'hier en vue de la nouvelle saison 2020-2021, dont le coup d'envoi sera donné le 20 novembre prochain. Selon le communiqué publié par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) le 10 septembre, les clubs sont autorisés officiellement dès ce dimanche (hier) à renouer avec le travail, après une si longue attente, marquée par la suspension définitive de la saison 2019-2020. La décision a été prise conformément aux instructions du Premier ministre qui a chargé le MJS d'examiner avec les différentes fédérations sportives nationales, la possibilité d'une reprise graduelle et progressive des activités sportives à huis clos et après adoption des protocoles sanitaires y afférents par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus et le Centre national de médecine du sport (CNMS).

P13

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Début de la révision des listes électorales

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a donné, hier depuis Boumerdes, le coup d'envoi de l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales en prévision du référendum sur l'amendement constitutionnel prévu le 1er novembre, a indiqué samedi un communiqué de l'ANIE. Cette opération qui intervient suite à la convocation, du corps électoral par le Président de la République, Abdelmajid Tebboune, pour le référendum sur l'amendement constitutionnel prévu le 1er novembre 2020, sera lancée depuis le siège de la commune de Boumerdes.

P3

Régions

MASCARA
Distribution de 3.000 logements avant la fin de l'année en cours

P8

EL-OUED
Plus de 2,4 millions QX de tomate attendue cette saison

P9

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

203 nouveaux cas, 124 guérisons et 7 décès

P24

JIJEL

Un terroriste abattu et un pistolet mitrailleur récupéré

P2

NIGERIA

14 corps retrouvés après la chute d'un bus dans une rivière

P24

Sport

FOOT / LIGUE 1 - MC ALGER

"Un attaquant étranger pour boucler l'opération de recrutement"

P13



Brèves

RENTREE SCOLAIRE

Les précisions du président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est exprimé sur la date de la rentrée scolaire 2020-2021. Dans une entrevue diffusée hier soir sur les chaînes nationales de la Télévision et de la Radio, le président Tebboune a déclaré que la prochaine rentrée sociale est entre les mains du Comité scientifique et non du gouvernement, rapporte le site Ennaharonline. Le président de la République a déclaré qu'« il y a des pays européens qui ont ouvert les écoles et ont repris des programmes, mais le nombre élevé d'infections au coronavirus les a obligés à les refermer ». Le président Tebboune a ajouté que si nous voyons que le nombre de cas de contamination continue à baisser, d'autant plus que certaines wilayas n'ont pas enregistré de cas depuis des jours, nous pouvons ouvrir des écoles dans ces zones, avant d'étendre la réouverture progressivement au reste des wilayas», selon le même média.

R.N

JIJEL

Un terroriste abattu et un pistolet mitrailleur récupéré

Un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu, hier, un (01) terroriste et récupéré un (01) pistolet mitrailleur lors d'une opération de fouille et de ratissage à l'est de Taxena, à Jijel, en 5e Région militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire a abattu un (01) terroriste, ce matin du 20 septembre 2020, lors d'une opération de fouille et de ratissage à Oued Djendjen dans la localité d'Amssif à l'est de la commune de Taxena, wilaya de Jijel en 5e Région militaire", précise la même source.

Cette opération, est-il ajouté, "toujours en cours, a permis de récupérer un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, deux (02) chargeurs garnis et d'autres objets". "Cette opération vient booster la dynamique de résultats positifs réalisés par les unités de l'Armée nationale populaire et dénote de la permanente veille, à travers tout le territoire national, pour mettre en échec toute tentative visant à porter atteinte à la sécurité et à la stabilité du pays", souligne le MDN.

R.N

LARGE D'ARZERW (ORAN)

Arrestation de 19 candidats à l'émigration clandestine

Les unités du groupement territorial des garde-côtes d'Arzew (W.Oran) ont déjoué une tentative de traversée en mer et ont arrêté 19 candidats à l'émigration clandestine, a-t-on appris hier de source sécuritaire. La même source a indiqué que les unités des garde-côtes ont découvert, dans la nuit de samedi à dimanche, une embarcation traditionnelle à bord de laquelle se trouvaient 19 personnes âgées de 2 à 28 ans entreprenant une traversée dans le cadre de l'émigration clandestine, soulignant que les 19 personnes ont été découvertes au large à quelques miles de la plage de "Cap Carbon" (Arzew). Les garde-côtes ont reconduit ces "harraga" au port d'Arzew pour recevoir des soins et être présentés devant les instances judiciaires territorialement compétentes pour le chef d'inculpation de tentative de quitter le territoire national de manière illégale, a-t-on fait savoir.

R.N

EXAMEN DU BAC

L'Unpef contre les poursuites judiciaires touchant les élèves

L'Union nationale du personnel de l'Education et de la Formation (UNPEF) s'oppose à l'idée des poursuites judiciaires contre les élèves qui ont été pris en train de tricher au cours de l'examen du baccalauréat.



« Pour les élèves non adultes, nous estimons qu'il suffit de leur appliquer des pénalités administratives », indique l'Unpef dans un communiqué. « Notre appréciation, en tant qu'Unpef pour l'examen du baccalauréat, est qu'il s'est déroulé dans des conditions normales, à l'exception des conditions de santé qui étaient particulières cette année. Le protocole de santé, qui a été élaboré, a été mis en œuvre et respecté avec la coopé-

ration de tous (administration, société civile, syndicats, etc.), et les questions étaient à la portée des étudiants et ne sortaient pas du cadre des premier et deuxième trimestres de l'année scolaire », indique l'Unpef. Le syndicat a souligné cependant certaines remarques. « Le ministère de l'Éducation nationale a recouru à un suivi judiciaire pour les élèves qui ont été pris dans une affaire ou dans une tentative de triche. L'UNPEF soutient certes les

mesures dissuasives visant à éliminer ces phénomènes négatifs dans la société mais pour les élèves non adultes, nous estimons qu'il suffit de leur appliquer des pénalités administratives », précise le syndicat dans son communiqué qui poursuit : « Le ministère de l'Éducation est donc tenu de tenir compte de toutes ces observations à l'avenir afin d'organiser les examens dans de meilleures conditions ».

R.N

ORAN

45 exposants à la 4è édition du Pharmex en novembre

Plus de 45 exposants prendront part à la 4è édition du Salon de la pharmacie, de la parapharmacie & du confort au quotidien (Pharmex), prévue du 5 au 7 novembre prochain au centre des Conventions d'Oran (CCO) avec le strict respect des mesures de prévention contre le Covid19, ont annoncé hier les organisateurs dans un communiqué. Prévue initialement en septembre et reportée pour Octobre, pour cause du Covid 19, les organisateurs ont finalement opté pour l'organisation de cette exposition le mois de novembre principalement à cause de la situation épidémiologique "qui connaît une amélioration", a-t-on

précisé de même source. Organisée par l'agence de communication "PHARMEX Comm", cette édition verra la participation des professionnels du monde de la pharmacie entre laboratoires, industriels, pharmaciens d'officine, médecins, étudiants en médecine et pharmacie et autres. PHARMEX est un événement qui réunira l'ensemble de la communauté des pharmaciens de l'ouest et même du territoire national, d'autres praticiens et acteurs de santé y seront conviés (Enseignants, chercheurs, institutions publiques à l'image de la direction de la santé, CNAS, CASNOS, etc.). Les intervenants dans le do-

main de la pharmacie seront conviés pour exposer leurs nouveautés et leurs produits tout en respectant les protocoles sanitaires de lutte contre le Coronavirus". "On s'attend à plus de 45 exposants professionnels, vu les circonstances exceptionnelles de cette année suite à la pandémie du Covid 19, un stand de l'association nationale d'aide aux malades et aux professionnels de la santé "WinNelka", partenaire du salon, sera installé à l'entrée du salon pour distribuer les masques et les solutions hydroalcooliques", a-t-on fait savoir, soulignant que le salon est dédié "aux professionnels, les visiteurs sont des phar-

maciens et des médecins qui connaissent très bien les protocoles de préventions du Covid 19. Le salon sera, aussi, une occasion pour honorer les professionnels de la santé qui étaient, et le sont encore, aux premiers rangs pour combattre la pandémie depuis plus de 7 mois. Un riche programme scientifique sera concocté autour du thème principal de cette édition qu'est "La pharmacie à l'ère de la pandémie: Impact socio-économique", plusieurs intervenants se pencheront essentiellement sur le rôle du pharmacien dans la lutte contre le Covid 19.

R.E

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 morts et 153 blessés en 24 heures

Cinq (05) personnes ont trouvé la mort et 153 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, a indiqué hier un communiqué de la Protection civile. Par ailleurs, concernant le dispositif de surveillance des plages, les agents chargés de cette mission ont effectué 317 interventions qui ont permis de sauver de la noyade 185 personnes, d'assurer les premiers secours à 120 autres, ainsi que l'évacuation de 12 personnes vers les différents centres sanitaires de proximité. Les

unités de la Protection civile sont intervenues, d'autre part, pour éteindre un incendie de déchets de bois au niveau de la zone industrielle de la commune de Sidi Khettab, dans la wilaya de Relizane, qui a causé des brûlures à une personne. Elles sont, également, intervenues pour l'extinction d'un incendie qui s'est déclaré dans une armoire de compteur électrique situé dans un immeuble à la cité Rabah-Benrahhal, dans la commune de Hamma-Bouziane, à Constantine, causant des gênes respiratoire à 4 personnes. S'agissant des activités de lutte contre la pro-

pagation du nouveau coronavirus (Covid-19), les unités de la Protection civile ont effectué durant la même période 28 opérations de sensibilisation à travers 4 wilayas (21 communes), rappelant aux citoyens la nécessité de respecter le confinement ainsi que les règles de la distanciation physique, ainsi que 39 opérations de désinfection générale à travers 3 wilayas (15 communes). Ces unités ont procédé, en outre, à la mise en place de dispositifs de surveillance dans un site d'hébergement dans la wilaya d'Alger, destiné au confinement des citoyens rapatriés.

ABDELMADJID TEBBOUNE FACE À LA PRESSE

L'Algérie ne participe pas à la normalisation avec Israël

«La cause palestinienne restera toujours, pour nous et pour le peuple algérien, une question sacrée, et essentielle. Elle ne sera résolue qu'avec un état palestinien avec comme capitale El Qods».



C'est ainsi que le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a tranché la position de l'Algérie vis-à-vis de la question palestinienne : Une position immuable, qui ne sera pas prête à être influencée par « la course » de certains pays arabes à la normalisation avec Israël, normalisation dictée et annoncée, de surcroît, par le président amé-

ricain, Donald Trump. « Je constate une certaine précipitation quant à la normalisation », a déclaré le président lors d'une rencontre avec la presse diffusée hier soir par les chaînes de Télévisions publiques. « Nous n'allons pas y participer », a-t-il ajouté. L'Algérie, reste, avec un nombre très réduit de pays dans le monde arabe à ne pas avoir de

relations avec l'Etat sioniste, ni avoir un bureau de contact commercial, comme c'est le cas dans la plupart des pays arabes. Malgré des pressions énormes, l'Algérie a toujours gardé son indépendance concernant ses positions politiques à l'internationale. Il est à souligner que cette nouvelle vague de normalisation avec l'Etat hébreu a définitivement enterré le

consensus arabe sur ce que l'on a appelé : « la terre contre la paix ». Le conflit au Moyen-Orient entrera, désormais, dans une étape avec beaucoup d'inconnus. L'avenir de la solution à deux Etats, l'avenir de la sécurité de la région avec une montée très probable des violences, et finalement l'avenir du droit international.

Ha. S.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Début de la révision des listes électorales

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi, a donné, hier depuis Boumerdes, le coup d'envoi de l'opération de révision exceptionnelle des listes électorales en prévision du référendum sur l'amendement constitutionnel prévue le 1er novembre, a indiqué samedi un communiqué de l'ANIE. Cette opération qui intervient suite à la convocation, du corps électoral par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour le référendum sur l'amendement constitutionnel prévu le 1er novembre 2020, sera lancée depuis le siège de la commune de Boumerdes. "En application de l'article 149 de la loi organique 16-10 du 22 Dhou El Kaada 1437, correspondant au 25 août 2016, relative au régime électoral, le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a signé mardi le 15 septembre 2020, le décret présidentiel portant convocation du corps électoral pour le référendum sur le projet de révision de la Constitution".

Le décret présidentiel fixe, en vertu de l'article 14 de ladite loi organique, "la date de la révision exceptionnelle des listes électorales, au 20 septembre courant, pour une durée de 08 jours". Suite à la signature, mardi dernier, du décret présidentiel fixant la date de la convocation du corps électoral pour le référendum sur la révision constitutionnelle, l'ANIE informe l'ensemble des citoyennes et citoyens que la période de révision exceptionnelle des listes électorales a débuté hier et se poursuivra jusqu'au 27 septembre 2020. Une démarche qui sera accompagnée, à partir d'aujourd'hui, d'une campagne de sensibilisation à "ce projet national". Dans une déclaration à l'APS, M. Charfi avait précisé que l'action de sensibilisation figurait parmi les principales prérogatives de l'ANIE, affirmant que "notre travail consiste à sensibiliser le citoyen quant à l'impératif d'exercer son droit au vote, selon le principe de la démocratie participative, sans pour autant s'immiscer, d'une façon ou d'une autre, dans son choix".

Revenant sur les préparatifs menés par l'ANIE au sujet du référendum, M. Charfi a assuré que son organe était "fin prêt" pour ce rendez-vous, après avoir pris les choses en main dès l'annonce par le président de la République de son agenda politique et sa volonté d'opérer un amendement de la Constitution. La démarche de l'ANIE "n'a pas cessé d'avancer malgré la crise sanitaire du fait de la Covid-19, laquelle a, certes, ralenti le rythme des préparatifs", a-t-il révélé. Le prochain référendum a pour objectif d'"approfondir la dynamique de changement amorcé par le Hirak populaire qui a abouti à une élection Présidentielle qui a été sanctionnée par un Président élu démocratiquement", a-t-il dit, ajoutant que ce changement "se poursuit de manière approfondie à travers l'approbation d'une révision constitutionnelle" qui se prépare dans "un climat serein", ce qui constitue "un acquis proprement dit".

APS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Boukadoum entame une visite de travail à Bamako

C'est la deuxième fois en l'espace de moins d'un mois, que le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, dépêché par le président de la République, a entamé hier une visite de travail dans la capitale malienne Bamako a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Au cours de cette visite, le ministre aura des entretiens sur la situation dans ce pays. Arrivé à Bamako, Boukadoum a eu une série d'entretiens avec plusieurs interlocuteurs maliens et internationaux sur la situation au Mali", ajoute le communiqué. La vision du ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum est suffisamment claire. Le maintien de la paix et la sécu-

rité au Mali, en Libye et dans tous les pays voisins, relevait de "l'intérêt stratégique" de l'Algérie. Dans un entretien qu'il a accordé à la chaîne France 24, M. Boukadoum avait expliqué que le changement opéré au Mali est non-constitutionnel et contraire aux principes de l'Union africaine (UA) et la Déclaration d'Alger qui bannit les changements non-constitutionnels. "Nous ne souhaitons pas que le peuple malien souffre davantage. C'est trop pour lui", a-t-il fait remarquer, soulignant l'impératif d'"une transition la plus courte possible". Dans la conjoncture actuelle, le ministre présente l'Accord de paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, comme "la

meilleure voie pour régler les problèmes notamment au Nord du pays". "Ce n'est pas caduc de la nouvelle conjoncture", a-t-il fait valoir. "Les Maliens eux-mêmes, les parties faisant partie de la médiation, Américains, Européens, Union africaine, CEDEAO, en plus de l'Algérie en tant que chef de file, le disent aussi". Pour le chef de la diplomatie algérienne a indiqué le rétablissement de l'ordre constitutionnel au Mali, le règlement de la crise en Libye et le maintien de la paix et la sécurité dans les pays voisins relevaient de "l'intérêt stratégique de l'Algérie, celui de protéger les Algériens".

Id. D.

Brèves

AFFAIRE ALI HADDAD

Report du procès en appel au 27 septembre

La Cour d'Alger a décidé, hier, le report au 27 septembre en cours du procès en appel de l'homme d'affaires Ali Haddad, condamné en première instance, à une peine de 18 ans de prison ferme assortie d'une amende de 8 millions DA.

La Cour a décidé le report de ce procès en appel à la demande du collectif de défense pour "la consultation des documents de l'affaire et la réunion des conditions requises pour le procès, dont la comparution de l'ancien Premier ministre, Ahmed Ouyahia, incarcéré à la prison d'Abadia (Béchar) et de Ali Haddad détenu à la prison de Tazoult (Batna) devant la Cour.

L'ancien chef du FCE (Ali Haddad) a été condamné à plusieurs peines dont la confiscation de tous ses biens pour des chefs d'accusation liés à la corruption notamment l'obtention de privilèges immobiliers et bancaires et conclusion de marchés en violation de la législation. Outre les frères d'Ali Haddad, plusieurs ministres et cadres dont les anciens Premiers ministres Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal ont été également condamnés dans cette affaire par le Tribunal de première instance, à des peines de 12 ans de prison assorties d'une amende d'un million DA pour les chefs d'inculpation de "dilatation de deniers publics, octroi d'indus avantages et abus de fonction".

R.N

COUR DE JUSTICE DE BLIDA

Le procès de Abdelghani Hamel reporté au 4 octobre

La Cour de justice de Blida a reporté hier le procès de l'ancien directeur général de la sûreté nationale, le général Abdelghani Hamel, et de l'ancien directeur de la sécurité de la wilaya d'Alger, Noureddine Berrachdi, au 4 octobre. Le 26 juin, le tribunal de Blida avait condamné Abdelghani Hamel et Noureddine Berrachdi de quatre ans de prison et d'une amende de 100 000 dinars chacun. Les deux accusés Abdelghani Hamel et Noureddine Berrachdi, qui ont assisté à cette audience, sont poursuivis pour "abus de fonction pour l'obtention d'indus privilèges à caractère professionnel en vue de la préservation du poste de Directeur générale de la Sûreté nationale (DGSN) ou d'un poste supérieur en vertu de l'article 33 de la loi relative à la prévention et la lutte contre la corruption". L'accusé Berrachdi est poursuivi pour "abus de fonction", en dépêchant des éléments de la police à la Conservation foncière de Bir Mourad Rais (Alger) afin d'obtenir, sans autorisation, des informations concernant la liste des personnes ayant acheté des appartements dans un immeuble appartenant à Kamel Chikhi". Ont assisté à cette audience, en sus des deux accusés Abdelghani Hamel et Noureddine Berrachdi, nombre de témoins, dont Chikhi Kamel dit "El Bou-chi", détenu dans une affaire de corruption, et des cadres de la sûreté nationale.

R.N

ADE

Un contrat de performance dès 2021

Le Directeur général de l'Algérienne des eaux, (ADE), Amirouche Ismail, a annoncé, samedi à Alger, l'établissement dès 2021 d'un contrat de performance pour définir les objectifs tracés en termes de quantité et de qualité permettant une évaluation périodique de la gestion au niveau de chaque unité relevant de la Société.

Lors d'une rencontre avec les directeurs des unités de wilayas, directeurs centraux et régionaux du secteur, présidée par le ministre des Ressources en Eau, Arezki Berraki, consacrée à l'élaboration d'un nouveau plan de travail en faveur des unités de wilayas de l'ADE, M. Amirouche a affirmé que la société était l'outil susceptible de traduire le plan national des ressources en eau à l'horizon 2030. Il a insisté, dans ce sens, sur l'obligation de répondre aux aspirations des citoyens, en adoptant les orientations générales de la nouvelle stratégie du secteur. La société, qui compte un effectif de 35 000 travailleurs, tend à assurer la pérennité du service public de distribution de l'eau et la préservation de sa qualité, en œuvrant à limiter sa déperdition au niveau des réseaux de production et de distribution et à intensifier la présence sur le terrain pour réparer les pannes, éviter les déperditions et lutter contre le raccordement anarchique.

M. Amirouche a souligné l'impératif d'accompagner les petites et moyennes entreprises (PME) pour réparer les pannes, réaliser les travaux de raccordement et installer les compteurs par le biais de 300 entreprises conventionnées. Il a cité le recours à la diversification des moyens de paiement en faveur du citoyen pour faciliter le recouvrement des dettes. Un plan de formation étudié a été également mis en place pour accompagner les jeunes cadres nommés, à ce jour, dans le management moderne, la communication, l'exploitation, le commerce pour le transfert de l'expertise et du savoir et l'encadrement des nouvelles générations, et partant informer l'opinion publique sur les informations nécessaires. Le directeur général est revenu sur le rôle du partenaire social et des représentants des travailleurs dans la concrétisation des objectifs de cette stratégie et le suivi périodique des activités. De leur côté, les directeurs de wilayas installés aujourd'hui ont évoqué les entraves qui existent sur le terrain, soulignant l'importance de la coordination aux niveaux central et local ainsi que la collaboration, dans le cadre d'un concept général et unifié, pour consacrer la rupture avec les anciennes pratiques. De même qu'ils ont mis en avant l'impératif d'œuvrer à la concrétisation du principe d'égalité en matière de Service public des eaux outre la capacité d'opérer le changement. De son côté, l'inspecteur général



du ministère, Slimani Zennaki, a rappelé aux nouveaux directeurs l'impérative application de la loi et de favoriser davantage le travail par le nouveau système de comptabilité et des finances en Algérie qui permet l'amélioration de la gestion financière et du suivi. Il a également insisté sur l'importance de l'action continue et de la coordination entre les deux départements, commercial et comptable en sus de la modernisation des systèmes de facturation. De son côté, la directrice de planification et des affaires financières au ministère, Hamdaoui Fadila, a appelé les res-

ponsables, notamment des wilayas, à faire preuve de responsabilité dans leur missions au niveau de chaque unité en exploitant les ressources financières afin de promouvoir le secteur et le Service public des eaux. Elle a également insisté sur l'importance des contrats de performance en termes de gestion. Pour rappel, le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki, avait mis fin aux fonctions, le 1er septembre en cours, de plusieurs directeurs et responsables relevant de son secteur dont 14 directeurs de wilaya de l'ADE. Selon le ministre, 3,6 mds M3

d'eau sont produits annuellement pour satisfaire des besoins de 2,7 mds M3 seulement ce qui reflète la quantité importante des eaux gaspillées. Le coût réel des eaux est de 50 da/m³ alors que le citoyen paie 12 da/m³, a-t-il révélé. A l'issue de cette rencontre, le ministre a donné des instructions aux directeurs de wilayas à l'effet d'intervenir rapidement et de renforcer le contact avec les citoyens en se déplaçant directement ou via les réseaux sociaux outre la rationalisation des dépenses.

APS

ANGEM

64% des projets affectés aux femmes

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, et ministre par intérim du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Kaouther Krikou, a déclaré samedi à Tipasa, qu'un taux de 64% des bénéficiaires des projets de l'Agence nationale de gestion du micro crédit (ANGEM) sont des femmes. La ministre, qui était en visite dans la wilaya en compagnie de la Représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Mme. Blerta Aliko, dans le cadre de la coopération en matière de développement durable, a assuré que la femme rurale a bénéficié d'"une grande part" des dispositifs de soutien et d'accompagnement assurés par l'Etat, "pour la réalisation de projets et pour consacrer le changement à tous les niveaux, dont particulièrement au plan économique, à travers l'intégration du domaine de l'entrepreneuriat avec une volonté digne d'intérêt". L'ANGEM a assuré un soutien et un ac-

compagnement à 586 879 femmes sur un total de 923 308 projets financés par le dispositif jusqu'à août dernier, dans différents domaines relatifs entre autres, à l'agriculture, la petite industrie, le bâtiment, l'artisanat et les services, a souligné la ministre. Selon les statistiques fournies par des responsables de l'ANGEM, la femme rurale a bénéficié de 32% des projets affectés aux femmes au titre de ce dispositif national de soutien à l'emploi, soit une moyenne de 187 567 bénéficiaires. Mme. Krikou a également fait cas de 15 864 projets de femmes financés par la Caisse nationale d'assurance chômage (CNAC), sur un total de 152 613 projets pris en charge au titre de ce dispositif. Elle a assuré la poursuite des efforts des secteurs de la Solidarité nationale et de l'Emploi, en vue de consacrer un développement de l'entrepreneuriat chez la femme rurale, avec des normes mondiales "de nature à contribuer à bâtir l'économie de la nouvelle République". Sexprimant sur la présence de la Représen-

tante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) avec elle à Tipasa, Mme. Kaouther Krikou a déclaré qu'elle s'inscrit au titre d'une action de coordination avec le PNUD. "C'est là une preuve de l'existence d'une volonté pour promouvoir les efforts de la femme rurale dans le monde de l'entrepreneuriat, aux plans formation et accompagnement, et selon des normes mondiales susceptibles de donner libre court à ses capacités (femme rurale) en matière de productivité, commercialisation et échanges d'expériences", a précisé Mme. Krikou. Après avoir exprimé sa joie d'avoir accompagné la ministre, Mme. Blerta Aliko a souligné que cette visite est une opportunité pour s'enquérir de plus près "sur les projets réalisés par la femme rurale dans le cadre des dispositifs étatiques de soutien à l'emploi". S'agissant des projets qu'elle a visités, la Représentante résidente du PNUD en Algérie les a qualifiés de "dignes d'intérêt", estimant que la femme rurale a "atteint des

niveaux appréciables dans le domaine de la petite industrie, et de l'artisanat notamment", a-t-elle indiqué. Et de poursuivre "c'est la preuve des compétences, aptitudes, et capacités d'innovation de la femme rurale, qui peut jouer un rôle essentiel dans l'édification de l'économie", a-t-elle souligné en outre, plaidant en vue d'œuvrer davantage "pour la professionnalisation de ces micro entreprises, à travers des plans de commercialisation et la labellisation de leurs produits aux plans national et international". Mme. Blerta Aliko a également loué le travail accompli par différents dispositifs de soutien dont elle a pris connaissance, dont l'ANGEM et la CNAC, et le financement bancaire des PME. Il s'agit de "véritables opportunités à exploiter", a-t-elle dit. Cette visite à Tipasa a permis à Mme. Krikou et à son hôte de s'enquérir d'un nombre de projets économiques réalisés par des femmes, dans le cadre de dispositifs étatiques de soutien à l'emploi.

APS

TOURISME-MICRO-ENTREPRISES

Un accord pour renforcer l'entrepreneuriat

Une convention-cadre a été signée, samedi à Alger, pour renforcer l'entrepreneuriat et l'esprit d'innovation chez les porteurs de projets dans les domaines du Tourisme et de l'artisanat, notamment dans le sud, les Hauts plateaux et les zones d'ombre.



La convention a été signée par le ministre du Tourisme, de l'Artisanat et du travail familial, Mohamed Hamidou et le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat pour "renforcer la coopération, l'action commune, la concertation et la coordination dans ce domaine". En vertu de cette convention, une commission de supervision sera installée et sera composée de représentants des deux ministères, laquelle sera chargée de l'élaboration d'un programme d'action annuel et de l'évaluation de la cadence de mise en œuvre de la convention, en prenant les mesures à même d'améliorer les résultats et renforcer ce partenariat. La convention prévoit d'accompagner les porteurs de projets dans le domaine du tourisme et de l'artisanat et de leur permettre de tirer profit des programmes de formation, d'encourager la création de micro entreprises dans le domaine pour contribuer au développement local durable, particulièrement dans les régions du sud, des Hauts plateaux et les zones d'ombre". Cette convention a également pour objectif d'encourager les porteurs de projets à produire et à fournir les matières premières (argile, cuir et laine) utilisées dans l'artisanat et

encourager la création des micro-entreprises spécialisées dans la promotion et la commercialisation des produits d'artisanat. Cette convention vise, selon les organisateurs, à "valoriser le rôle du tourisme, de l'artisanat et du travail familial en tant que secteur économique vital pour la relance de l'économie nationale, à travers la création des richesses et d'emplois". Dans son allocution, M. Hamidou a précisé que la convention "tend à encourager l'innovation qui génère l'esprit d'entrepreneuriat, l'esprit de concurrence et la souplesse dans la gestion, à travers l'utilisation des nouvelles technologies, l'amélioration des prestations dans le domaine du tourisme et la garantie d'un artisanat de meilleure qualité pour ouvrir les marchés locaux et se positionner dans les marchés extérieures". A ce propos, M. Hamidou a souligné que ces actions communes "visent à offrir les facilitations et l'appui nécessaires à une dizaine de milliers de projets de micro-entreprises qui seront concrétisés sur le terrain", insistant sur l'importance de l'accompagnement et du soutien aux artisans. Pour le ministre, "le bon accueil, l'offre de consultations et d'orientation, la garantie de la rapidité dans le traitement des dossiers déposés et la réunion d'un climat favorable sont

parmi les facteurs essentiels pour l'encouragement des porteurs de projets de création de petites entreprises, notamment au sud, aux hauts plateaux et les zones d'ombres". Des instructions ont été données aux services locaux et centraux concernés à l'effet de "mettre fin à la bureaucratie" et orienter les porteurs de projets à créer de micro-entreprises en fonction des besoins du marché". De son côté, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises a précisé que son secteur veillera, en vertu de cette convention, "à garantir la prise en charge et l'accompagnement" à près de "400.000 artisans souffrant notamment de manque de financement pour développer leurs activités" et des marchés pour vendre leurs produits", et ce dans le cadre de la nouvelle stratégie tendant à réaliser une approche économique dans le domaine d'entrepreneuriat permettant d'assurer des statistiques exactes sur la situation des micro-entreprises". Par ailleurs, il a fait état de l'élaboration de projets de décrets qui sont actuellement au niveau du Secrétariat général du gouvernement (SGG) portant "révision" du cadre réglementaire de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (ANSEJ).

APS

Brèves

ACCORD ENTRE ORACLE ET TIKTOK

Trump donne son feu vert

Donald Trump a annoncé qu'il donnerait son feu vert à un accord qui pourrait permettre à TikTok de poursuivre ses activités aux États-Unis, après avoir menacé d'interdire l'application chinoise de partage de vidéos en août. Le président américain a déclaré aux journalistes accrédités à la Maison Blanche qu'il avait donné sa bénédiction à l'accord entre TikTok, Oracle et Walmart, qui créeraient une nouvelle compagnie appelée TikTok Global. Oracle a annoncé prendre une participation de 12,5% dans TikTok Global. Oracle et Walmart pourraient détenir à terme une participation de 20% dans la société, selon une source. TikTok s'est dit "heureux que la proposition de TikTok, Oracle et Walmart résolve les inquiétudes de l'administration américaine liées à la sécurité et règle les questions relatives à l'avenir de TikTok aux États-Unis". Le propriétaire de TikTok, la société chinoise ByteDance, souhaite que l'application soit valorisée 60 milliards de dollars dans le cadre de l'accord avec Oracle et Walmart, selon l'agence Bloomberg. A ce prix, les deux entreprises américaines devraient déboursier 12 milliards de dollars pour prendre une participation de 20% dans TikTok Global. Donald Trump a affirmé que la nouvelle société créerait 25.000 emplois aux États-Unis. "J'ai donné ma bénédiction à l'accord", a-t-il déclaré. Le département américain du Commerce avait annoncé vendredi que les téléchargements des applications chinoises TikTok et WeChat, considérées comme une menace pour la sécurité des États-Unis, seraient bloqués à compter d'hier.

R.E

ROYAUME-UNI

Rolls-Royce cherche à lever plus de 2 milliards de livres

Le motoriste britannique Rolls-Royce a annoncé samedi qu'il cherchait à lever jusqu'à 2,5 milliards de livres (2,7 milliards d'euros) dans le but de renforcer son bilan. Le groupe a précisé qu'il envisageait plusieurs options, dont une augmentation de capital. "Nous continuons à examiner toutes les options de financement afin d'améliorer la résistance et la solidité du bilan", a déclaré le constructeur de moteurs d'avions qui fournit notamment Boeing et Airbus. Le Financial Times avait indiqué plus tôt que Rolls Royce était en discussions avec des fonds souverains, dont le fonds singapourien GIC, dans le cadre de ses efforts pour lever des fonds. Le quotidien a ajouté qu'une augmentation de capital serait lancée dans les premières semaines d'octobre. Rolls-Royce n'a pas souhaité faire de commentaires au-delà de la publication de son communiqué. Le fonds GIC n'était pas joignable dans l'immédiat pour un commentaire. Frappé de plein fouet par la pandémie de coronavirus, qui a durement touché l'ensemble du secteur aéronautique, Rolls-Royce a annoncé en mai la suppression de 9.000 emplois.

R.E

COVID-19

Les marchés émergents se rétablissent mais les risques persistent

Le commerce entre les marchés émergents (ME) commence à se redresser depuis le mois dernier et les perspectives sont en outre soutenues par l'amélioration des enquêtes auprès des entreprises et une orientation monétaire accommodante, selon un récent rapport de l'Institute of International Finance (IIF). Les données de l'IIF indiquent que le déclin de la croissance mondiale a atteint sa fin et que l'activité économique devrait connaître un rebond significatif au

cours des prochains mois. Selon le suivi de la croissance de l'organisme financier, une amélioration de 5,3% observée en août a été le premier signe de résurgence depuis le choc COVID-19 plus tôt cette année. Alors que le crédit des marchés émergents devrait bénéficier d'une croissance améliorée soutenue par des politiques monétaires faciles, les risques persistent encore, selon le rapport. "La dynamique des taux réels américains et des chiffres de l'activité des mar-

chés émergents sera essentielle pour les perspectives des variables financières des ME", souligne le rapport, tout en identifiant la détérioration budgétaire ainsi que la croissance potentielle modérée et la productivité dans les ME restent des préoccupations importantes à long terme. "Nous ne nous attendons pas à ce que le rythme de l'expansion au cours des derniers mois se poursuive, car la poussée de la réouverture s'estompe, les dislocations du marché du travail limitent les dépenses de

consommation et les entreprises réduisent leurs investissements", indique le rapport. L'épidémie de virus n'étant pas encore maîtrisée, les comportements de distanciation sociale et les restrictions en cours ralentiront l'activité, ajoute le document. L'IIF a fait savoir que les marchés émergents éprouvent des difficultés à gérer la pandémie en raison de leurs ressources publiques et de leurs capacités de soins de santé très limitées, combinées à des turbulences financières.

R.E



TINDOUF

La campagne de traitement du palmier contre le Boufaroua et le Myelois a donné de "bons" résultats

La campagne de traitement du palmier contre les maladies du Boufaroua et du Myelois a donné de "bons" résultats dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris dimanche de la direction des services agricoles (DSA).

Menée entre mai et aout de chaque année, la campagne a touché les palmeraies situées dans les communes de Tindouf et d'Oum-Laâssel, sur une superficie de 435 hectares, a indiqué le DSA de Tindouf, Laïd Bouazza.

Elle a permis d'éradiquer ces deux maladies au niveau des palmeraies affectées, et d'améliorer la production, aux plans de

la qualité et de la quantité, surtout pour les variétés de dattes locales telles que Lahmira, Tennasser, El-Feggous, Hartane, Laâdhem et El-Khalt, a-t-il précisé. La campagne a été précédée par la distribution aux agriculteurs d'insecticides spécifiques, un produit soutenu par l'Etat et fourni en quantités suffisantes, et ce à travers des sorties des services agricoles concernés aux périmètres agricoles dans le cadre de la lutte contre les maladies du palmier, notamment le palmier productif, a ajouté le responsable.

La DSA a également fait état de l'organisation de sessions de vulgarisation en di-

rection des agriculteurs, portant sur le mode d'utilisation de ces insecticides dans la lutte contre les maladies du palmier entravant le développement de la filière phoenicicole, en plus d'avoir dépêché une équipe de l'Institut nationale de protection des végétaux pour le traitement des palmiers difficiles.

La filière phoenicicole a connu ces dernières années un essor "notable", grâce aux différents projets accordés aux agriculteurs de porter les superficies dédiées à la culture du palmier de 12 hectares à 700 hectares actuellement, selon les services agricoles.

Brèves

COMMUNE
D'OUED CHEHAM
(GUELMA)

Raccordement de
100 foyers au
réseau de gaz
naturel

Cent (100) foyers de la mechta de Bourâadan relevant de la commune frontalière d'Oued Chaham, wilaya de Guelma, ont été raccordés samedi au réseau de gaz naturel. Le raccordement en cette énergie des foyers de ce hameau situé à une quinzaine de kilomètres du chef-lieu de la commune d'Oued Cheham a nécessité l'installation d'un réseau long de 11.5 km dans un délai d'exécution de dix-huit mois, selon les explications fournies à cette occasion sur place par le directeur de l'énergie, Abdelhafed Ghomri qui a souligné que des efforts sont actuellement en cours pour raccorder six (6) autres maisons éparpillées. L'opération a nécessité un investissement public de près de 19 millions de dinars, puisé du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, pour un coût moyen de raccordement estimé à 189 000 dinars/ habitation, a-t-il ajouté. Selon le même responsable, la mise en service de ce raccordement devra encore attendre "en raison du manque de détenteurs devant être impérativement installés dans chaque maison afin d'adapter la pression du gaz pour que celui-ci puisse être utilisé par les différents appareils domestiques". Les habitants de cette mechta ont exprimé leur joie de voir leurs maisons raccorder au réseau de gaz naturel appelant les responsables de fournir ces détenteurs "avant l'arrivée de l'hiver".

M'SILA

Production
prévisionnelle de
plus d'un million de
litres d'huile d'olive

Une production de plus d'un (1) million de litres d'huile d'olive est attendue dans la wilaya de M'sila, au terme de la campagne oléicole de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. "Ce volume sera obtenu de la transformation de 100.000 quintaux d'olives, représentant près de 70 % de la récolte de cette année estimée à 120.000 qx", a-t-on indiqué de même source. La production attendue en matière d'huile d'olive de cette année enregistrera "une légère hausse" de 100.000 litres par rapport à l'année précédente (production de l'ordre de 900.000 litres d'huile d'olives), a-t-on détaillé. Des huileries implantées dans les communes de Magra et Boussaâda (wilaya de M'sila) et Barika (wilaya de Batna) assurent l'opération d'extraction de l'huile, ont précisé les services de la wilaya, soulignant que l'oléiculture est une activité relativement nouvelle dans la région du Hodna. La filière oléicole à M'sila a été lancée depuis une décennie et adoptée par les agriculteurs locaux à la faveur "des actions d'accompagnement et de vulgarisation technique", organisées par les services agricoles, a-t-on noté, relevant que la filière génère quelque 2.000 emplois directs et indirects. L'huile d'olive de la région de M'sila, connu pour son climat dominé par des températures plus douces comparativement aux régions montagneuses, est d'une faible acidité, ce qui est à l'origine, ont-ils noté, de sa couleur verdâtre.

MASCARA

Distribution de 3.000
logements avant la fin
de l'année en cours

La distribution de 2.958 logements de différentes formules aux bénéficiaires de la commune de Mascara est prévue avant la fin de l'année en cours, a annoncé mercredi le wali, Abdelkhalek Sayouda lors d'une visite sur site.



Le même responsable, qui s'est enquis de l'état d'avancement des travaux de réalisation de programmes d'habitat au niveau de la commune de Mascara, a déclaré qu'il sera procédé à la distribution de 1.800 logements location-vente (AADL) et de 1.158 logements publics locatifs. Il est programmé, pour les nouvelles cités d'habitation, la réalisation d'établissements éducatifs, notamment au niveau de haï "Medeber" dans la ville de Mascara qui comprend 1.000 logements location-vente et 688 LPL. Un lycée, un CEM et un groupe

scolaire ont été réalisés dans leur voisinage immédiat, de même qu'un siège de la sûreté urbaine dont les travaux viennent d'être achevés, a-t-on indiqué de même source. D'autre part, le chef de l'exécutif de la wilaya a sommé les responsables de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya de mettre en demeure les entreprises étrangères chargées de la réalisation de 860 logements publics locatifs à haï Sidi Abdelkader Bendjebbar et de 1.500 logements de même formule situés sur la route de la commune de Mamounia, pour avoir accusé un grand retard

dans la réalisation, et de résilier les contrats avec elles pour les confier à des entreprises nationales locales pour le parachèvement des travaux. Le wali a annoncé, dans une déclaration à la presse à l'occasion de la visite d'inspection, que les services de la daïra de Mascara sont en phase des dernières retouches dans l'établissement de la liste de 1.500 bénéficiaires de logements publics locatifs (LPL) auxquels les clés seront remis après l'accomplissement des mesures administratives et des travaux d'aménagement intérieur et extérieur des sites d'habitations concernées.

M. Sayouda a fait savoir qu'il sera procédé prochainement au niveau de la wilaya de Mascara à la réalisation d'un grand nombre de logements de type promotionnel aidé et d'habitations rurales. Il s'agit de modes d'habitat ayant connu un grand succès dans la wilaya de Mascara. Il est prévu, durant les prochains jours, la récupération du foncier octroyé à des promoteurs privés pour la réalisation de logements promotionnels et qui n'ont pas entamé les travaux pour les affecter à d'autres promoteurs dont l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) et l'agence foncière de wilaya.

MASCARA

1, 582 milliards DA pour des projets au profit
de 95 zones d'ombre

Quatre vingt quinze (95) zones d'ombre de la wilaya de Mascara ont bénéficié récemment d'une enveloppe financière de 1, 582 milliards DA pour la réalisation et l'extension des réseaux d'assainissement et d'alimentation en eau potable, a-t-on appris samedi auprès des services de la wilaya. Cette dotation fait partie d'un montage financier entre la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, le plan communal de développement (PCD) et le programme sectoriel de développement (PSD) pour la réalisation et le renouvellement des réseaux des eaux usées et d'approvisionnement en eau potable, lesquels projets sont placés pour leur suivi et leur réalisation à l'indicatif de la direction des ressources en

eau de la wilaya. Selon la même source, une enveloppe de 965 millions DA est consacrée pour la réalisation de projets de réseaux d'assainissement à travers 47 zones d'ombre, pour mettre un terme aux problèmes de santé et d'environnement et réduire à l'essentiel les dangers des inondations qui menacent chaque saison hivernale ces zones. Une créance de 617,6 millions DA a été allouée à des projets de réalisation de conduites d'eau potable au profit de 48 zones d'ombre dont certaines sont dépourvues de réseaux d'alimentation en eau potable et d'autres disposent de réseaux vétustes, a-t-on fait savoir. Les services de la wilaya de Mascara ont pro-

grammé 958 projets de développement au profit des zones d'ombre recensées par la commission de wilaya spécialisée, que préside le secrétaire général de la wilaya, ciblant 369 zones, a-t-on ajouté, soulignant que ces projets à caractère prioritaire répondent aux attentes pressantes des populations. Ces projets sont programmés pour assurer l'approvisionnement en eau potable, la réalisation et la réhabilitation des réseaux d'assainissement, l'électrification rurale, le désenclavement, l'extension des classes, la construction de cantines scolaires et le transport scolaire, de même que le raccordement de plusieurs groupements d'habitat au réseau de gaz naturel et la réalisation de stades proximité.

EL-OUED

Plus de 2,4 millions QX de tomate attendue cette saison

Une récolte prévisionnelle de plus de 2,4 millions de quintaux de tomate d'arrière-saison est attendue cette année dans la wilaya d'El-Oued, selon les estimations de la Chambre de l'agriculture.



Cette récolte est prévue sur une superficie de 4.000 hectares, en hausse de 30% par rapport à celle cultivée l'an dernier, a affirmé le secrétaire général de la Chambre agricole, Ahmed Achour, qui explique cette extension par les résultats "encourageants" réalisés par la culture de tomate d'arrière-saison. Une tendance favorisée par une

volonté des agriculteurs de diversifier les productions agricoles, mais aussi par la reconversion de plusieurs terres précédemment cultivées en pommes de terre à la culture de la tomate, a-t-il ajouté. La tomate est ainsi cultivée dans la plupart des régions de la wilaya, notamment les communes à vocation agricole, à l'image d'El-Magrane, Hassi-Khelifa,

Trifaoui, Reguiba et Debila, a expliqué M. Achour. Plus que d'autres, la commune d'El-Magrane (35 km Est d'El-Oued) se distingue par ce genre cultural et constitue, avec un taux de 70% de la production de la wilaya, un marché national de négoce de la tomate. La période de récolte de la tomate se situe entre décembre et février dans la wilaya d'El-Oued où elle

est cultivée en plein champ, en dehors des serres, a souligné la même source qui fait état d'une production pouvant couvrir 90% du territoire national. La wilaya produit différentes variétés de tomate destinées à la consommation et à la transformation industrielle, avec un rendement moyen ayant atteint l'an dernier les 400 quintaux à l'hectare (2.800 ha).

ORAN

Mise en service d'une centrale et de 13 transformateurs électriques en 2020

Le réseau électrique de la wilaya d'Oran s'est renforcé avec une nouvelle centrale électrique et 13 transformateurs électriques, a indiqué, vendredi, la direction de distribution d'Es-Senia relevant de la Société nationale de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Ces équipements qui s'inscrivent dans le cadre du programme d'investissement de l'Entreprise, pour l'amélioration de l'alimentation en électricité, englobent une centrale électrique d'une capacité de 30 kilovolts réalisée dans la commune de Bousfer, d'un coût global de 228 millions de dinars, ainsi que 13 transformateurs électriques installés dans plusieurs communes de la wilaya, précise le communiqué.

Lors de la même période, la société a procédé à la réhabilitation de 34km du réseau de distribution d'électricité à moyenne tension et 10 km du réseau de distribution d'électricité à basse tension. La Sonelgaz prévoit en 2021 de poursuivre l'opération de renforcement du réseau électrique, à travers la programmation de la réalisation de 18 autres transformateurs électriques.

En matière d'amélioration du service d'approvisionnement en gaz naturel, le programme d'investissement a consacré près de 53 millions de dinars à la réhabilitation et au remplacement de 15 km du réseau de distribution du gaz naturel, selon la même source.

La direction d'Es-Senia de Sonelgaz couvre 24 communes de la wilaya, tandis que les communes d'Oran et de Bir El Djir relèvent de la direction de la Sonelgaz au chef lieu de wilaya.

VILLE NOUVELLE DE HASSI-MESSAOUD (OUARGLA)

Réalisation en cours d'un centre psychopédagogique

Un centre psychopédagogique pour déficients mentaux est en cours de réalisation dans la ville nouvelle de Hassi-Messaoud (80 km d'Ouargla) et devra être fonctionnel à l'automne 2021, a-t-on appris mercredi auprès de la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS) de la wilaya d'Ouargla. Les travaux de cette structure spécialisée, pour laquelle a été consacrée une enveloppe financière de près de 10 millions DA, ont été lancés en juillet dernier avec un délai de réalisation de 12 mois, et devra entrer en exploitation au début de la rentrée sociale de l'année prochaine, a indiqué le DASS, Abdelatif Beggas. Destiné à prendre en charge les enfants déficients mentaux, ce centre devra contribuer à atténuer le sureffectif de l'actuel centre psychopédagogique N 2 d'Ouargla

qui accueille, outre des pensionnaires issus de la ville d'Ouargla et de régions voisines, ceux issus de la ville de Hassi-Messaoud, a-t-il précisé. Le secteur de l'action sociale compte actuellement trois structures psychopédagogiques, deux à Ouargla et une dans la wilaya déléguée de Touggourt, en plus d'un centre d'accueil "Dar-Errahma" dans la zone d'El-Hadeb (commune de Rouissat), d'une école pour enfants sourds-muets, un centre de l'enfance assistée et un service d'aide mobile d'urgence sociale (SAMU). La wilaya d'Ouargla recense un total de 13.553 personnes aux besoins spécifiques, dont 5.300 handicapés moteurs, 4.850 déficients mentaux, 1.956 non-voyants, 1.099 sourds-muets et 348 personnes à infirmités multiples, selon les données de la DASS.





FOOT/ LIGUE 1 FRANÇAISE (4^E JOURNÉE)

Delort signe un doublé face à Angers SCO



L'attaquant international algérien de Montpellier Andy Delort, a signé dimanche un doublé, lors de la victoire décrochée à domicile face à Angers SCO (4-1), dans le cadre de la 4^e journée de la Ligue 1 française de football.

Les locaux ont ouvert le score par Arnaud Souquet (18^e), avant que les visiteurs n'égalisent quelques minutes plus tard par Stéphane Bahoken (25^e). Delort a surgi peu avant la pause (43^e) pour permettre à son équipe de repre-

dre l'avantage.

A l'heure de jeu (60^e), le joueur algérien a permis à Montpellier de se mettre à l'abri en inscrivant le troisième but. Florent Mollet a clôturé le festival offensif en fin de match (86^e). Auteur de 9 buts lors du précédent exercice en 26 apparitions, Delort est en train d'effectuer une excellente entame de saison, lui qui compte déjà deux passes décisives délivrées lors du succès face à l'OGC Nice (3-1).

Grâce à cette victoire, Montpellier remonte

provisoirement à la troisième place au classement avec 9 points, à une longueur du leader le Stade Rennais.

Delort (28 ans), meilleur buteur montpelliérain depuis son arrivée à l'Hérault en 2018, avait été appelé au dernier moment par le sélectionneur Djamel Belmadi pour participer à la Coupe d'Afrique des nations 2019, remportée par les "Verts" en Egypte, en remplacement du milieu de terrain Belkebla, écarté pour des raisons disciplinaires.

Brèves

ANDREA PIRLO
(ENTRAÎNEUR
DE LA JUVENTUS
DE TURIN)

"Difficile" d'engager
Suarez cet été

L'entraîneur de la Juventus de Turin (Serie A italienne de football), Andrea Pirlo, reconnu samedi la difficulté à engager l'attaquant international uruguayen du FC Barcelone Luis Suarez puisse, en raison des délais nécessaires pour pouvoir obtenir un passeport italien, condition sine qua non à un éventuel transfert. "Suarez? C'est difficile étant donné les délais pour avoir le passeport. C'est compliqué qu'il puisse devenir l'avant-centre de la Juve", a indiqué l'entraîneur en conférence de presse, à la veille du premier match de la saison face à la Sampdoria. Après le départ de Gonzalo Higuain aux Etats-Unis, à l'Inter Miami, "nous attendons tous l'avant-centre titulaire", mais "le mercato est long, nous ne sommes pas pressés", a ajouté Pirlo, alors que le marché des transferts est ouvert jusqu'au 5 octobre. L'attaquant de l'AS Rome Edin Dzeko est désormais le choix prioritaire du champion d'Italie en titre, selon la presse italienne. Le Bosnien, qui a été convoqué pour le premier match de l'AS Rome ce samedi soir sur le terrain du Hellas Verone, pourrait très vite rejoindre les Bianconeri. Pour pouvoir rejoindre le champion d'Italie en titre, Suarez aurait eu besoin d'un passeport européen, car il est actuellement considéré comme un joueur extracommunautaire en Italie. Or, la Juve ne peut plus recruter de joueurs avec ce statut car elle a déjà atteint son quota d'extracommunautaires avec les arrivées de Brésilien Arthur et de l'Américain Weston McKennie. Afin d'essayer d'avoir un passeport italien, Suarez a fait un passage remarqué jeudi en Italie, à Pérouse, afin de se soumettre à un examen d'italien.

R.S

TENNIS (MASTERS
1000 DE ROME)

Nadal éliminé en
quarts de finale

L'Espagnol Rafael Nadal, grandissime favori, a été éliminé samedi en quarts de finale du Masters 1000 de Rome par l'Argentin Diego Schwartzman en deux manches (6-2, 7-5), à huit jours du coup d'envoi de Roland-Garros. Nadal, qui avait renoncé aux tournois aux Etats-Unis (Cincinnati et US Open), a renoué avec la compétition à Rome, après plus de six mois de pause forcée due à la pandémie de coronavirus. Il est éliminé d'un tournoi qu'il a gagné à neuf reprises et dont il était tenant du titre. Des balles bombées le long des lignes, des amortis en toute finesse, des échanges et des courses à n'en plus finir. Pour la première fois cette année à Rome, Nadal a trouvé un adversaire à sa mesure avec Schwartzman, tête de série N.8, un joueur qui n'a pas l'habitude de briller dans les grands tournois et qui jusqu'ici avait perdu neuf fois en neuf matches contre "Rafa"! Deux breaks au premier set pour un 6-2 ont d'abord laissé Nadal déboussolé. L'Espagnol a eu beau puiser dans toute sa panoplie, les "vamos", les poings fermés, la variété des coups, l'Argentin âgé de 28 ans lui a répondu du tac au tac dans un second set d'anthologie avant de s'imposer avec une étonnante maîtrise. En demi-finale, dimanche, Schwartzman rencontrera le Canadien Denis Shapovalov, tête de série N.12.

R.S

FOOT/ LAZIO DE ROME (ITALIE)

Le transfert de Mohamed Farès finalisé au plus tard aujourd'hui

Le transfert du défenseur international algérien de la SPAL Mohamed Farès à la Lazio Rome (Serie A italienne de football), sera finalisé au plus tard aujourd'hui, rapportent samedi les médias locaux.

Après avoir passé mercredi dernier la traditionnelle visite médicale d'usage, Farès (24 ans) n'a toujours pas signé son contrat, ce qui a alimenté les spéculations à propos d'un revirement de situation. Le site Lalaziosiamonoi.it, proche du club romain, a indiqué que "le retard est dû au temps nécessaire pour résoudre certains problèmes dans la rédaction des contrats et à la nécessité pour la Lazio de procéder à la vente de Jhony", soulignant que l'arrivée de Farès chez les "Biancocelesti" n'est pas en danger. "Farès frémit, veut se mettre à la disposition d'Inzaghi (entraîneur de la Lazio Rome, ndr), pour commencer l'entraînement. Les négociations ont été longues, épuisantes. Refusant les rumeurs de problèmes physiques, les tests ont donné des résultats réconfortants", a indiqué Lalaziosiamonoi. L'ancien latéral gauche des Girondins de Bordeaux (France), voulu par l'entraîneur Simone Inzaghi et le directeur sportif Igli Tare, veut renforcer un flanc gauche orphelin du capitaine Senad Lulic, victime d'une grave blessure à la cheville



qui l'éloigne des terrains depuis plus de six mois. Il devrait signer un contrat de cinq saisons pour un salaire annuel de 1,5 million d'euros, selon des médias italiens. A Rome, il va former avec l'Italien Manuel Lazzari la

paire de latéraux qui avait fait le bonheur de la SPAL durant la saison 2018-2019. Farès s'apprête à devenir le deuxième joueur algérien à porter les couleurs de la Lazio, après le meneur de jeu Mourad Meghni qui

avait évolué chez la Lazio entre 2007 et 2011. La Lazio Rome s'est qualifiée pour la prochaine édition de la Ligue des champions, alors que la Spal a été reléguée en Serie B, au terme de la saison 2019-2020.

R.S

FOOT/ TRANSFERTS/ PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Jota (Wolverhampton) va signer à Liverpool

L'ailier international portugais de Wolverhampton (Premier league anglaise) Diogo Jota, devrait s'engager prochainement avec Liverpool, a annoncé samedi à la presse l'entraîneur des "Wolves", Nuno Espirito Santo. "Diogo est incroyable et tout le monde sait la relation que nous avons construite (...) Je pense que Diogo va au bon endroit et nous lui adressons nos meilleurs vœux de succès", a expliqué le technicien. Selon la presse, Liverpool va déboursier 45 millions de livres (49 millions d'euros), pour s'attacher les services de l'ailier de 23 ans pour 5 saisons, bien plus que les 26 millions d'euros payés au Bayern Munich pour recruter Thiago Alcantara. Après avoir été prêté par l'Atlético Madrid en 2017-2018, Jota avait été acheté par les "Wolves" pour 14 millions d'euros en 2018. Il avait inscrit 16 buts et délivré 6 passes décisives la saison dernière. Wolverhampton a également annoncé

sur son site internet que le jeune défenseur néerlandais Ki-Jana Hoever allait faire le chemin en sens inverse. Le défenseur polyvalent, s'est engagé pour 5 ans. Rapide, bon de la tête et à l'aise avec le ballon dans les pieds, Hoever correspond parfaitement au jeu pratiqué par Wolverhampton emmenée par Nino Espirito Santo.

Bale (Real Madrid) prêt un an à Tottenham

L'attaquant international gallois du Real Madrid (Liga espagnole de football) a été prêté pour une saison à Tottenham, a annoncé samedi le club pensionnaire de la Premier league anglaise de football Le joueur gallois, qui n'avait disputé qu'une seule rencontre avec Madrid après l'interruption des compétitions liée à la pandémie de coronavirus (Covid-19), va retrouver le club avec lequel il avait brillé de 2007 à 2013, avant d'être transféré au Real contre un chèque de 100 millions d'euros.

Bale (31 ans), actuellement indisponible en raison d'une blessure au genou, retourne ainsi Tottenham, son club d'origine, dirigé par l'entraîneur portugais José Mourinho, après avoir peu joué la saison passée, bien qu'il ait l'un des salaires les plus élevés de l'effectif merengue (environ 30 millions d'euros annuels). "Moi, je n'ai jamais eu de problèmes avec Gareth, je sais tout ce qu'il a fait pour le club. Personne ne lui enlèvera tout ce qu'il a accompli ici. Je lui souhaite le meilleur si un changement doit arriver pour lui", a indiqué samedi l'entraîneur du Real Zinedine Zidane en conférence de presse. Outre Bale, le Real Madrid a annoncé samedi dans un communiqué le transfert du défenseur international espagnol Sergio Reguilón (23 ans) à Tottenham pour un contrat de cinq ans. Le latéral gauche a été prêté la saison dernière au FC Séville avec lequel il a remporté l'Europa League.

R.S

PREMIER LEAGUE

Manchester United cale d'entrée contre Crystal Palace

Manchester United a mal entamé sa saison de Premier League en concédant une lourde défaite à domicile contre Crystal Palace (1-3), avec une défense déjà inquiétante et peu d'idées sur le plan offensif. Présent

dans les travées d'un star d'Old Trafford sans supporter, Sir Alex Ferguson a dû se gratter la tête en regardant "ses" Red Devils. Alors que son match de la première journée avait été reporté, Manchester United a lancé sa saison de Premier

League ce samedi par une piètre performance et une défaite contre Crystal Palace (1-3), qui rejoint Everton en tête Une ouverture de score de Townsend (7) et un doublé de Zaha (74 s.p., 85), ont permis aux coéquipiers de Jordan

Ayew d'engranger trois précieux points confirmant ainsi le premier succès remporté lors de la première journée contre Southampton (1-0) grâce à une réalisation de Wilfried Zaha.

R.S

LIGUE 1 -REPRISE DES ENTRAÎNEMENTS

Les clubs voient enfin le bout du tunnel

Les clubs de la Ligue 1 professionnelle de football, à l'arrêt depuis le 16 mars dernier en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), ont repris les entraînements à partir d'hier en vue de la nouvelle saison 2020-2021, dont le coup d'envoi sera donné le 20 novembre prochain.



Selon le communiqué publié par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) le 10 septembre, les clubs sont autorisés officiellement dès ce dimanche (hier) à renouer avec le travail, après une si longue attente, marquée par la suspension définitive de la saison 2019-2020. La décision a été prise conformément aux instructions du Premier ministre qui a chargé le MJS d'examiner avec les différentes fédérations sportives nationales, la possibilité d'une reprise graduelle et progressive des activités sportives à huis clos et après adoption des protocoles sanitaires y afférents par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie de coronavirus et le Centre national de médecine du sport (CNMS). Après une longue période d'hibernation, les joueurs de l'élite vont pouvoir rehausser leurs crampons pour reprendre le travail, même si le retour à l'activité s'annonce d'ores et déjà difficile, estiment les observateurs. Contrairement aux saisons précédentes, le protocole sanitaire, établi pour faire face à la pandémie de Covid-19, a imposé aux clubs d'effectuer d'abord des tests de dépistage qui leur coûtent

ront les yeux de la tête, avant même d'entamer leur préparation effective.

LA JSK A OUVERT LE BAL

Avant même le feu vert des autorités, la JS Kabylie, en l'absence de l'entraîneur tunisien Yamen Zelfani, était le premier club à reprendre les entraînements le 1er septembre, en effectuant un premier stage à Akbou (Béjaïa), suivi d'un deuxième regroupement entamé vendredi à Mostaganem. De son côté, le CR Belouizdad, champion d'Algérie en titre, a repris les entraînements lundi dernier, sous la houlette du coach français Franck Dumas. Les joueurs se sont retrouvés à la forêt de Bouchaoui, dans le cadre de la première phase de préparation. Le MC Alger, vice-champion d'Algérie, a également voulu anticiper les choses en soumettant ses joueurs mercredi et jeudi derniers à des tests de dépistage en vue de la reprise des entraînements prévue cette semaine sous la conduite de l'entraîneur Nabil Neghiz, avec au programme un stage à Mostaganem. Quant aux joueurs du CS Constantine, ils ont été soumis à des tests de dépistage vendredi, alors que la JS Saoura a annoncé

samedi, sur sa page officielle Facebook, entamer dimanche sa préparation en effectuant la première séance d'entraînement au stade 20-Août de Béchar. Elle est programmée en début de soirée et à huis clos, précédée dans la matinée par des examens médicaux auxquels seront conviés les joueurs, notamment ceux du Covid-19 au niveau d'une clinique privée. Les autres clubs de la Ligue 1 professionnelle, composée désormais de 20 clubs suite au léger remaniement apporté au système de compétition pyramidal, vont retourner à tour de rôle au travail pour se préparer, et ce de façon intégrale au pays, suite à la fermeture des frontières en raison de la pandémie de Covid-19. Pour rappel, les membres de l'assemblée générale de la Fédération algérienne (FAF) ont adopté le choix qui prévoyait de désigner les lauréats et les promus, tout en annulant la relégation, au terme de la consultation écrite initiée par l'instance fédérale pour donner suite à l'exercice 2019-2020, définitivement suspendu en raison du coronavirus.

R.S

FOOT / LIGUE 1 - MC ALGER

"Un attaquant étranger pour boucler l'opération de recrutement"

Le MC Alger (Ligue 1 algérienne de football) engagera un attaquant étranger avant de boucler son opération de recrutement en vue de la saison 2020-2021, dont le coup d'envoi sera donné le 20 novembre, a appris l'APS hier auprès de la direction du club algérien. "L'effectif est arrêté à 90%, il nous reste juste à recruter un attaquant étranger, ce qui devrait se faire d'ici à quelques jours, avant de boucler l'opération de recrutement. Je pense que nous avons un groupe assez équilibré, il faut juste renforcer quelques postes selon les besoins définis par le staff technique", a indiqué le président du Conseil d'administration (CA) Abdennacer Almas. Le vice-champion d'Algérie a engagé jusque-là quatre éléments : l'attaquant Abdelhak Abdelhafid (ex-MC Oran), le défenseur central Mouad Haddad (ex-JSM Skikda), le milieu de terrain ivoirien Isla Daoudi Diomandé (ex-ES Sétif) et le gardien de but Abdelkadir Salhi (ex-JS Kabylie). "Il y a une possibilité de recruter un deuxième joueur si nous parviendrons à libérer deux éléments évoluant au milieu du terrain. Le cas échéant, on va garder cet effectif, renforcé par l'attaquant étranger, pour entamer les choses sérieuses en matière de préparation", a-t-il ajouté. Côté préparation, les joueurs du MCA, soumis hier à des tests de dépistage du coronavirus (Covid-19) de type PCR, entament dans l'après-midi un stage bloqué à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration d'Ain Bénian (Alger). "Les joueurs entament leur préparation hier dimanche avec un premier stage de dix jours à Ain Bénian, avant de bénéficier d'un second stage de trois semaines à Mostaganem, consacré à l'aspect technico-tactique", a souligné Almas. Avant de poursuivre : "La pandémie de Covid-19 a obligé tout le monde à se préparer au pays et non à l'étranger, en raison de la fermeture des frontières. C'est en quelque sorte un mal pour

un bien". S'agissant du poste de préparateur physique, toujours vacant, le président du CA du "Doyen" a indiqué qu'il était toujours en contact avec Kamel Boudjenane, qui a déjà travaillé à la JS Kabylie, au CR Belouizdad et à l'USM Alger, mais son arrivée semble compromise. "Nous avons jeté notre dévolu sur Boudjenane qui est compétent, mais il est toujours bloqué en Espagne. D'ailleurs, je vais avoir une discussion avec lui aujourd'hui. Nous n'allons pas l'attendre éternellement et nous serons obligés, le cas échéant, d'engager un autre préparateur physique", a-t-il conclu. Le MCA a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison du Covid-19, à la 2e place au classement final établi par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés, décidée par la Fédération algérienne (FAF).

R.S

Brèves

FOOT / LIGUE 1 - TRANSFERTS

Belhamri (WAT) troisième recrue estivale de la JS Saoura

Le milieu offensif du WA Tlemcen, Walid Belhamri, s'est engagé pour un contrat de deux saisons avec la JS Saoura, devenant ainsi la troisième recrue estivale du pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football, a annoncé le club hier sur sa page officielle Facebook. Le joueur de 29 ans a porté les couleurs de l'USM Blida, de l'Olympique Médéa et du MCE Eulma durant sa carrière. Il rejoint les deux premières recrues de la formation de Béchar, arrivées en provenance du CA Bordj Bou Arréridj : le défenseur central Mohamed Amrane et l'attaquant Mehdi Derrouche. Outre cette opération de recrutement, la JSS a promu quatre joueurs issus de la réserve : le milieu défensif Khelifi Abderrazak (21 ans), les défenseurs centraux Akassam Rayane (21 ans) et Alaoui Abdelkrim (21 ans) ainsi que l'attaquant Farouk Slimani (21 ans). Par ailleurs, la direction de la JS Saoura a prolongé d'une année le contrat de son entraîneur Meziane Ighil. Cette décision est motivée par "les bons résultats réalisés par la JSS sous la houlette de Meziane Ighil lors de la précédente édition du championnat avant que celle-ci ne soit interrompue à cause de la pandémie de coronavirus", précise le club dans un communiqué. La JS Saoura entame hier sa préparation en vue de la nouvelle saison 2020-2021 au stade 20-Août de Béchar. La première séance d'entraînement, programmée en début de soirée et à huis clos, a été précédée dans la matinée par des examens médicaux auxquels ont été conviés les joueurs, notamment ceux de coronavirus (Covid-19), au niveau d'une clinique privée. La JS Saoura a bouclé la saison 2019-2020, définitivement suspendue en raison de la pandémie de coronavirus, à la 7e place au classement final établi par la Ligue de football professionnel (LFP), sur la base de la règle d'indice de performance des points récoltés et des matches disputés, décidée par la Fédération algérienne de football.

R.S

FOOTBALL - LIGUE 1/JS SAOURA

L'entraîneur Ighil prolonge son contrat d'une année

La direction de la JS Saoura a prolongé d'une année le contrat de son entraîneur Meziane Ighil, a indiqué hier ce club de Ligue 1 de football sur sa page officielle Facebook. Cette décision est motivée par "les bons résultats réalisés par la JSS sous la houlette de Meziane Ighil lors de la précédente édition du championnat avant que celle-ci ne soit interrompue à cause de la pandémie de coronavirus", précise la même source. L'ancien sélectionneur national, qui a également occupé le poste de directeur technique national, a rejoint le club du sud-ouest du pays lors du précédent mercato hivernal en remplacement de Lyamine Bougherara qui avait démissionné de son poste. Sous la houlette d'Ighil, la JSS a terminé à la sixième place au classement avec 33 points récoltés en 22 matches joués, rappelle-t-on. Le coach des "Canaris", cité par la même source, s'est dit "heureux de poursuivre l'aventure avec la JSS", rendant hommage à la direction du club "pour la confiance placée en (lui)". Il s'est, en outre, engagé à "déployer tous les efforts nécessaires pour réussir de meilleurs résultats au cours du prochain exercice", dont le coup d'envoi est prévu pour le 20 novembre. Concernant le programme de préparation d'intersaison, qui a commencé hier soir, le driver de la JSS a assuré avoir établi une feuille de route "bien définie, s'étalant du premier stage programmé à Béchar jusqu'à la première journée de championnat", rapporte-t-on de même source. A souligner que la direction de la JSS a engagé jusque-là deux nouveaux joueurs seulement dans le cadre du mercato estival. Il s'agit de l'attaquant Mehdi Draouche et du défenseur Mohamed Amrane, tous les deux en provenance du CA Bordj Bou Arréridj.

R.S

Brèves

PALESTINE

Des dizaines asphyxiés lors d'affrontements avec les forces de l'occupation

Quatre jeunes palestiniens ont été blessés par balles et des dizaines d'autres ont été asphyxiés par le gaz lacrymogène, samedi, lors de la répression des forces d'occupation israélienne d'une marche contre à Kafr Kaddoum.

"Des dizaines des soldats d'occupation ont attaqué des jeunes palestiniens après le début de la marche de Kafr Kaddoum vers la grille de fer fermée, et ont tiré des balles recouvertes de caoutchouc et des bombes lacrymogènes et sonores, blessant quatre jeunes et asphyxiant des dizaines d'autres", a précisé l'agence de presse palestinienne (WAFA), citant une déclaration du coordinateur de la résistance populaire à Kafr Kaddoum, Mourad Ichtioui. "Des affrontements violents se sont déclenchés entre les forces de l'occupation et des jeunes palestiniens, dont des dizaines ont été blessés", a ajouté Mourad Ichtioui, précisant qu'aucun cas d'arrestation n'a eu lieu.

SYRIE

16 soldats et 20 terroristes tués lors d'affrontements dans le désert

Quelque 16 soldats syriens et 20 terroristes du groupe auto-proclamé Etat islamique (EI/Daech) ont été tués ces derniers jours lors de combats dans le désert syrien, a rapporté samedi.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme. Les combats ont fait rage dans la région désertique des provinces d'Alep, de Hama et de Raqqa, dans le nord de la Syrie, alors que des appareils russes pilonnaient des positions de l'EI, a indiqué l'observatoire.

L'organisation établie au Royaume-Uni a déclaré que les combats faisaient rage dans le désert depuis mars, et que 740 soldats et combattants pro-gouvernementaux syriens, ainsi que 349 membres de l'EI avaient été tués depuis lors. Les terroristes de l'EI/Daech) ont perdu des zones clés à travers la Syrie mais ils ont une présence importante dans la région désertique dans le nord et dans l'est du pays.

AFGHANISTAN

Plus de 30 talibans tués dans des frappes aériennes

Les forces de l'air afghanes ont mené des frappes aériennes contre les talibans qui ont tué plus de 30 insurgés samedi à Kunduz (nord), a déclaré le ministère de la Défense, alors que le président Ashraf Ghani a encore appelé à un cessez-le-feu.

Les talibans, quant à eux, ont accusé le gouvernement d'avoir tué dans ces mêmes frappes 23 civils, dont des femmes et enfants, et ont nié toute perte parmi leurs combattants, alors que des pourparlers de paix inédits entre les deux camps continuent à Doha.

"Les rapports préliminaires n'indiquent aucun mal fait aux civils", affirme le communiqué du ministère de la Défense, publié sur Twitter, qui précise qu'une enquête sera menée.

Les forces de sécurité, en position de "défense active", ont intercepté une attaque talibane contre leurs positions dans le district de Khan Abad de la province de Kunduz, tuant plus de 30 insurgés, peut-on encore lire. Selon Mohammad Naem Mangal, directeur d'un hôpital local, trois civils tués et trois autres blessés ont cependant été emmenés dans sa structure après l'attaque. L'incident intervient après un nouvel appel à un cessez-le-feu humanitaire par le président afghan Ashraf Ghani afin "de protéger le peuple, d'éviter la violence et les incidents terroristes, et d'achever une paix digne et durable".

IRAK

Quatre terroristes tués lors d'une opération de l'armée



Quatre éléments de l'organisation terroriste auto-proclamé (EI/Daech) ont été tués samedi lors d'une opération visant à traquer ses éléments dans le gouvernorat irakien de Salah ad-Din, selon une source de la police provinciale. De plus, un membre des forces paramilitaires des Hachd al-Chaabi a également trouvé la

mort dans cette opération. L'opération a été lancée le matin dans les îles Ganous, situées sur le fleuve Tigre près de la ville de Shirqat, à quelque 280 km au nord de la capitale irakienne Bagdad, par les forces irakiennes soutenues par des avions irakiens et de la coalition internationale, a déclaré à Xinhua le colonel Mohammed al-Bazi.

L'opération a également fait quatre blessés parmi les policiers et amené la destruction de plusieurs cachettes de l'EI/Daech, en plus de la saisie d'armes, de munitions et d'autres équipements, a indiqué le colonel al-Bazi. Les îles Ganous, couvertes de plantes denses, sont dispersées sur le Tigre et font partie des bastions de l'Etat islamique dans

le gouvernorat de Salah ad-Din. Les attaques sont survenues alors que les militants extrémistes ont intensifié leurs attaques contre les forces de sécurité, y compris les milices Hachd al-Chaabi, et les civils dans les provinces sunnites anciennement contrôlées par les militants du groupe, faisant des dizaines de morts et de blessés.

TCHAD

Dix soldats tués au cours de l'attaque de Boko Haram

Dix militaires tchadiens ont été tués jeudi au cours de l'attaque d'une base de Boko Haram par l'armée tchadienne dans la zone du lac Tchad, a annoncé samedi le secrétaire général de cette province. Au cours de l'opération, "les éléments de l'armée tchadienne sont tombés dans une embuscade qui a provoqué la mort de dix soldats et fait sept blessés", a déclaré ce responsable, Sadick Khatir, confirmant une information

donnée par une source militaire anonyme. Le porte-parole de l'armée, le colonel Azem Mbermandoa, n'a pas confirmé le bilan évoqué par les deux autres sources, mais a ajouté que l'armée tchadienne avait "détruit une base de Boko Haram, récupéré des armes et des munitions".

Le groupe terroriste Boko Haram, né au Nigeria en 2009, a établi des bases sur certains des multiples îlots parsemant le lac Tchad,

une vaste étendue marécageuse à la frontière entre le Nigeria, le Tchad, le Niger et le Cameroun.

L'armée tchadienne avait déclenché en avril une offensive contre Boko Haram après la mort d'une centaine de soldats tchadiens dans une attaque du groupe terroriste sur une de ses bases. Le Président Idriss Déby avait alors affirmé s'être débarrassé de la présence des terroristes sur le territoire national.

GUINÉE/ PRÉSIDENTIELLES

Début de la délivrance des cartes d'électeur

La Guinée a lancé, samedi, la remise de plus de cinq millions de cartes d'électeurs à travers le pays en vue de la présidentielle du 18 octobre, selon des médias locaux. Les électeurs ont commencé à se rendre dans les centres dédiés pour retirer le document, comme dans le quartier de Koloma dans la capitale Conakry où un petit groupe d'hommes, pour la plupart dépourvus de

masques malgré la persistance du Covid-19, a fait la queue sous le soleil pour retirer le titre vert déclinant leur identité, leur filiation et leur adresse, avec une photo, un code barre et un code QR. Les électeurs ont jusqu'au jour du vote pour prendre possession de la carte. La campagne est officiellement ouverte depuis vendredi. Plus de 5,4 millions de Guinéens sont appelés

à choisir le 18 octobre entre 12 candidats, dont le chef de l'Etat en exercice, Alpha Condé, 82 ans, élu en 2010, réélu en 2015. L'ancienne Constitution limitait le nombre de mandats présidentiels à deux. Mais M. Condé en a fait adopter une nouvelle en mars dans des conditions contestées. Lui et ses partisans estiment que la nouvelle Constitution remet

les compteurs à zéro. La présidentielle a été précédée par des mois de contestation contre la perspective d'un nouveau mandat de M. Condé. Les manifestations ont été à plusieurs reprises durement réprimées et des dizaines de civils ont été tués lors de heurts. Les listes électorales retenues par les autorités pour cette présidentielle sont remises en cause par l'opposition.

ETATS-UNIS

La campagne se durcit

Donald Trump affinait hier le choix du successeur de Ruth Bader Ginsburg à la Cour suprême, décidé à ancrer cette institution dans le camp conservateur avant la présidentielle, quitte à être accusé par les démocrates de court-circuiter les électeurs.



La campagne s'est considérablement durcie depuis la mort de la magistrate et icône progressiste, vendredi, en raison des énormes enjeux pour l'avenir du pays.

Le président républicain, qui espère décrocher un second mandat le 3 novembre, a annoncé dès le lendemain de son décès qu'il nommerait "très vite" un nouveau juge. "Ce sera une femme très talentueuse, très brillante", a-t-il promis lors d'un meeting de campagne en Caroline du Nord.

"Attribuez son siège", ont scandé ses partisans, galvanisés à la perspective d'avoir une nette majorité de juges à la Cour suprême partageant leurs valeurs sur l'avortement, le droit à porter des armes ou encore les libertés religieuses.

Donald Trump "a resserré la liste" des candidats et va "très vite" faire connaître son choix, a précisé dimanche sur CNN Marc Short, chef de cabinet du vice-président Mike Pence.

Deux noms circulent avec insistance pour rejoindre les huit juges de la haute juridiction.

Déjà pressentie pour un précédent poste à la Cour suprême, Amy Coney Barrett, fait à nouveau figure de favorite. Cette juriste de 48 ans a une longue carrière académique dans une université catholique et une expérience de juge plus limitée. Elle est réputée pour ses articles de doctrine juridique, dans lesquels elle professe des opinions largement influencées, selon ses détracteurs, par ses valeurs religieuses traditionalistes.

Une magistrate d'origine cubaine Barbara Lagoa, 52 ans, semble également bien placée. Ancienne juge à la Cour suprême de Floride, elle exerce aujourd'hui dans une cour d'appel fédérale à Atlanta.

Elle présente l'avantage de venir d'un Etat-clé, susceptible de peser sur le résultat de la présidentielle.

"PERDRE SA FOI"

Une fois que Donald Trump aura fait connaître son choix, il reviendra au Sénat, où les républicains ont une majorité de 53 élus sur 100, de le confirmer. Leur chef Mitch McConnell a déjà dit qu'il organiserait un vote, même s'il avait refusé de le faire pour un candidat présenté par le président démocrate Barack Obama en 2016, au motif que le scrutin était trop proche.

LES DÉMOCRATES LUI ONT VIVEMENT REPROCHÉ CE REVIREMENT.

"On dirait que le sénateur McConnell a perdu sa foi dans le jugement des Américains et veut se presser pour attribuer le siège à la Cour, tout comme le président. Ils veulent juste maximiser leur pouvoir", a critiqué l'ancien président démocrate Bill Clinton sur CNN, en le taxant d'"hypocrisie". Pour lui, le pari est dangereux et place certains sénateurs républicains dans une position délicate. "On verra ce que les gens pensent" des candidats en lice pour leur réélection "qui font clairement le contraire de ce qu'ils avaient dit avant". "Par honnêteté envers le peuple américain", la sénatrice républicaine modérée Susan Collins, qui mène une campagne difficile, a déjà pris ses distances avec son parti. Pour elle, le Sénat ne doit pas confirmer un nouveau juge avant le scrutin. "On a besoin d'une Cour entière pour le jour du scrutin", a au contraire estimé le sénateur Ted Cruz, un ultra-conservateur, en rappelant que la

Cour pourrait avoir à trancher les litiges électoraux. Mais il a dû admettre ne pas être sûr que son parti ait les voix nécessaires.

"CORDES À SON ARC"

Si quatre républicains font défection, le candidat de Donald Trump sera bloqué.

La bataille pour les convaincre s'annonce féroce et, dès l'annonce du décès de Ruth Bader Ginsburg, des millions de dollars ont été levés par des groupes progressistes qui comptent mener des campagnes ciblées pour peser sur l'issue du vote. Les démocrates n'ont toutefois pas beaucoup d'armes juridiques pour empêcher cette nomination. Interrogée à ce sujet sur ABC, leur cheffe au Congrès, Nancy Pelosi, a assuré avoir "des cordes à son arc", sans vouloir donner de précision. "Les enjeux sont énormes", a-t-elle dit, en soulignant que la Cour suprême est notamment censée se prononcer dans les mois à venir sur l'avenir de la réforme de l'assurance santé dite Obamacare, qui a étendu les couvertures maladies de millions d'Américains mais que les républicains veulent démanteler.

"Je pense qu'il faut rester très calme", a-t-elle poursuivi. Et surtout, a-t-elle ajouté, "tout le monde doit aller voter".

Les électeurs de gauche qui, samedi, ont convergé vers la Cour suprême pour rendre hommage à la juge "RBG", semblent avoir reçu le message. "Nous avons beaucoup de combats à mener dans les prochains 45 jours", a déclaré à l'AFP Kiley Boland, 25 ans. "C'est notre responsabilité !"

AFP

MIGRANTS

Des ONG accusent l'Italie de retarder une mission

Des ONG ont accusé hier les autorités italiennes de bloquer sous un prétexte fallacieux un navire s'appretant à aller secourir des migrants en Méditerranée. Le Sea-Watch 4 s'est vu interdire de quitter le port de Palerme (Sicile) après une inspection des autorités, ont annoncé les ONG Sea-Watch, United4Rescue et Médécins sans frontières.

Les inspecteurs ont justifié leur décision par le fait que la capacité du navire et de son système sanitaires ne lui permettait pas de faire monter à bord autant de migrants qu'il s'appretait à accueillir à en juger par le nombre de gilets de sauvetages à bord. "Cette justification faiblarde montre encore une fois que l'inspection était non pas destinée à s'assurer de la sécurité du navire, mais une manœuvre systématique pour empêcher les opérations de secours dans la Méditerranée centrale", a déclaré Philipp Hahn, chef de mission sur le Sea-Watch 4. "Bien que les autorités nous aient demandé d'aider aux opérations de secours, elles bloquent maintenant encore un autre navire", a-t-il ajouté. Les ONG de secours aux migrants se heurtent de façon répétée aux autorités italiennes.

L'Italie a longtemps été condamnée pour son refus d'accueillir des bateaux privés chargés de migrants dans les ports italiens. L'ancien ministre de l'Intérieur Matteo Salvini est d'ailleurs menacé d'un procès pour avoir illégalement forcé des migrants à rester en mer.

Mais les choses ont changé en septembre dernier, à la suite d'un accord avec la France, l'Allemagne et Malte, et l'Italie autorise désormais officiellement l'arrivée dans ses ports de navires d'ONG. Au cours des cinq dernières années, plus de 19.000 migrants sont morts en tentant la traversée risquée de l'Afrique vers l'Italie.

R.I

ALLEMAGNE

Des manifestants demandent à l'UE de prendre en charge les réfugiés

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier à Berlin et d'autres villes allemandes pour appeler l'Union européenne (UE) à prendre en charge les demandeurs d'asile laissés sans abri après les incendies qui ont dévasté le camp de Moria sur l'île grecque de Lesbos. Les manifestants ont été rejoints à Berlin par la tante d'Alan Kurdi, le petit garçon syrien mort noyé devenu un tragique symbole de la crise des réfugiés en 2015.

"J'ai décidé de parler et de m'exprimer au nom de ceux qui ne peuvent pas le faire par eux-mêmes... Si je ne peux pas sauver ma propre famille, sauvons les autres", a déclaré Tima Kurdi, appelant les citoyens à écrire aux responsables politiques pour leur demander d'agir. "Nous ne pouvons pas fermer les yeux et leur tourner le dos", a-t-elle ajouté.

Sonya Bobrik, militante de l'organisation "Seebroecke", assure elle qu'il y a "suffisamment de place en Allemagne" pour y accueillir plus que les 1.500 réfugiés actuellement en Grèce que Berlin a promis de prendre en charge. Selon la police, 5.000 personnes ont participé à la manifestation de Berlin.

D'autres manifestations ont eu lieu à Cologne, Munich et Leipzig. Quelque 12.700 personnes se sont retrouvées sans abri après les incendies qui ont détruit la semaine dernière le camp de Moria. Parmi ces demandeurs d'asile, 9.000 ont été installés dans un nouveau camp provisoire.

R.I

SANCTIONS CONTRE L'IRAN

Washington défie le reste du monde

Les Etats-Unis ont unilatéralement proclamé dans la nuit de samedi à dimanche que les sanctions des Nations unies contre l'Iran sont à nouveau en vigueur et ont promis de punir ceux qui les violent, dans un geste qui risque d'accroître leur isolement mais aussi les tensions internationales. "Aujourd'hui, les Etats-Unis saluent le retour de quasiment toutes les sanctions de l'ONU contre la République islamique d'Iran auparavant levées", a déclaré le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo dans un communi-

qué. Selon lui, ces mesures punitives sont "à nouveau en vigueur" depuis samedi 20H00 (00H00 GMT dimanche). Surtout, le gouvernement de Donald Trump menace clairement de mettre en place un système de sanctions dites secondaires pour punir tout pays ou entité qui violerait les sanctions de l'ONU, quand bien même il est l'un des seuls au monde à estimer qu'elles sont en vigueur. C'est une arme redoutable: les contrevenants désignés par Washington se verraient bloquer l'accès au marché et

au système financier américains. "Si des Etats membres de l'ONU ne remplissent pas leurs obligations pour appliquer ces sanctions, les Etats-Unis sont prêts à utiliser leurs propres outils pour punir ces défaillances", a prévenu Mike Pompeo. Il a promis que des "mesures" américaines seraient annoncées "dans les prochains jours" contre "ceux qui violent les sanctions de l'ONU".

A six semaines de brigner un second mandat, le président Trump pourrait dévoiler ces mesures lors de son discours de mardi à l'Assemblée gé-

nérale de l'ONU. Seulement voilà, Washington est quasiment seul et contre tous: les autres grandes puissances, la Russie, la Chine, mais aussi les alliés européens des Américains, contestent cette affirmation. "Toute décision ou mesure prise dans l'intention de rétablir" les sanctions "n'aura aucun effet juridique", avaient répondu par avance la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne dans une lettre commune adressée vendredi à la présidence du Conseil de sécurité.

R.I

Le doux parfum de la démocratie

On connaît la musique. A l'instar de BHL (Bernard Henri Levy) se précipitant dans son jet privé pour désigner les cibles à vitrifier, les fauteurs de guerre civile mandatés par les officines de l'ingérence sont toujours à l'affût, chez les autres, de la moindre secousse qu'ils transforment alors, grâce à leurs sponsors planétaires, en juteuse opportunité de déstabilisation pour le compte de l'impérialisme.

Ces dernières semaines, on a ainsi pu voir comment, ciblant la Biélorussie à l'occasion d'une crise politique, les vautours du droit-de-l'homme se sont jetés comme la vérole sur ce pays dont ils ignoraient tout la veille. Manifestement, ils rêvent d'en faire un nouveau bantoustan au profit de l'oligarchie mondialiste en y ouvrant les vannes, de gré ou de force, de la grande braderie néolibérale. On ne fera croire à personne que c'est l'autoritarisme du président Loukachenko, au pouvoir depuis 26 ans, qui arrache des larmes de crocodile à ces belles âmes occidentales. Car le fait est qu'elles sont beaucoup moins regardantes sur le respect des droits de l'homme lorsqu'elles tapinent pour les monarchies du Golfe. En réalité, s'il est pris pour cible, c'est surtout parce que le pouvoir biélorusse, dont

nul ne prétend qu'il est sans reproches, entend néanmoins préserver les acquis sociaux et le patrimoine national hérités de la période soviétique en les soustrayant aux convoitises d'une finance prédatrice et prompte à démolir tout ce qu'elle touche. Et de mémoire d'homme, on n'a jamais vu une politique d'ingérence se faire au profit de qui que ce soit d'autre que de celui qui la pratique. Au IV^e siècle avant notre ère, Aristote ironisait déjà en faisant observer que "nous n'allons tout de même pas, nous les Grecs, nous mettre à délibérer sur les affaires qui concernent les Scythes". Il est ahurissant de voir que l'admission d'une règle aussi simple, dans le cerveau d'hommes occidentaux, échoue encore à passer la rampe de la perception la plus élémentaire. On se demande bien à quel titre les régimes politiques occidentaux, d'ailleurs,

sont fondés à donner des leçons de morale à la planète entière. Et il faut vraiment que le monde ait été frauduleusement mis à l'envers pour qu'on finisse par prendre leur propension historique au crime de masse pour un certificat de vertu et d'exemplarité. A croire que l'idéologie dans laquelle nous barbotons comme des canards a de surprenantes vertus alchimiques : elle transforme la merde en parfum. La politique occidentale a beau empiler les cadavres, cette compulsion n'est jamais imputée à son essence même. Cette brutalité n'est qu'un accident de l'histoire, égarement passager, vagues péripéties rapidement plongées dans l'oubli par les mécanismes de la mémoire sélective. On peut vitrifier les Libyens à sa guise, transformer l'Afghanistan en champ de ruines, livrer les Syriens à Al-Qaïda, tenter

de mettre l'Iran à genoux, faire crever les enfants vénézuéliens en les privant de médicaments, après tout ce n'est jamais que du menu fretin. De la volaille au teint bāsané vouée à l'immolation sacrificielle par les grands prêtres de la démocratie et des droits de l'homme. Sur l'échelle de Richter du massacre à la tronçonneuse, il y a longtemps que la démocratie occidentale a dépassé toutes les prévisions. Chapelets de bombes sur les Coréens, les Vietnamiens, les Cambodgiens, les Irakiens, les Palestiniens, les Syriens, les Libyens, les Afghans, les Yéménites. Guerre par procuration, blocus, guerre économique, action clandestine, coup d'État, manipulation de la terreur : la panoplie est inépuisable, le résultat édifiant. Soyons fiers et exportons notre savoir-faire !

Par Bruno Guigue

POURQUOI L'ITALIE DÉPLOIE

Ses chasseurs bombardiers en Lituanie

On estime que le trafic aérien civil en Europe chutera cette année de 60% par rapport à 2019, à cause des restrictions pour le Covid-19, mettant en péril plus de 7 millions d'emplois. En compensation le trafic aérien militaire s'accroît. Vendredi 28 août, six bombardiers stratégiques B-52 de l'US Air Force ont survolé en une seule journée tous les 30 pays de l'OTAN en Amérique du Nord et Europe, flanqués dans les divers segments par 80 chasseurs bombardiers des pays alliés. Cette grande manœuvre appelée "Ciel Allié" - a déclaré le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg - prouve "le puissant engagement des États-Unis envers les Alliés et confirme que nous sommes en mesure de décourager l'agression".

Évidente l'allusion à l'"agression russe" en Europe. Les B-52, transférés le 22 août de la base aérienne Minot au Nord Dakota à celle de Fairford en Grande-Bretagne, ne sont pas de vieux avions de la Guerre froide utilisés désormais seulement pour les parades. Continuellement mis à jour, ils ont conservé leur rôle de bombardiers stratégiques à longue portée. Ils sont maintenant ultérieurement potentialisés. L'US Air Force, avec une dépense de 20 milliards de dollars, dotera sous peu 76 B-52 de nouveaux moteurs, qui permettront aux bombardiers de voler pendant 8.000 Km sans approvisionnement en vol, en transportant chacun 35 tonnes de bombes et missiles à tête conventionnelle ou nucléaire. L'US Air Force, en avril dernier,



a confié à la société Raytheon Co. la construction d'un nouveau missile de croisière à longue portée, armé de tête nucléaire, pour les bombardiers B-52. Avec ces bombardiers et d'autres, tous stratégiques d'attaque nucléaire, y compris les B-52 Spirit, l'US Air Force a effectué sur l'Europe depuis 2018 plus de 200 sorties, surtout sur la Baltique et la Mer Noire au bord de l'espace aérien russe. À ces exercices participent les pays européens de l'OTAN, en particulier l'Italie. Quand le 28 août un B-52 a survolé notre pays, il avait à ses côtés des chasseurs italiens pour simuler une mission conjointe d'attaque. Immédiatement après des chasseurs bombardiers Eurofighter Typhoon de l'Aéronautique italienne sont partis pour

se ranger dans la base de Siauliai en Lituanie, accompagnés d'une centaine de militaires spécialisés. À partir du 1er septembre ils y resteront pendant 8 mois, jusqu'en avril 2021, pour "défendre" l'espace aérien de la Baltique. C'est la quatrième mission OTAN de "police aérienne" effectuée dans la Baltique par notre Aéronautique. Les chasseurs italiens sont prêts 24 heures sur 24 au scramble, décollent sur alarme pour intercepter des avions "inconnus", qui sont toujours des avions russes volant entre quelque aéroport intérieur et l'enclave russe de Kaliningrad à travers l'espace aérien international sur la Baltique. La base lituanienne de Siauliai, où ils sont basés, a été potentialisée par les États-Unis, qui en

ont triplé la capacité en y investissant 24 millions d'euros. La raison en est claire : la base aérienne est distante d'à peine 220 Km de Kaliningrad et de 600 de Saint Petersburg, distance qu'un chasseur comme l'Eurofighter Typhoon parcourt en quelques minutes. Pourquoi l'OTAN déploie-t-elle au bord de la Russie ces avions à double capacité conventionnelle et nucléaire ? Certainement pas pour défendre les pays baltes d'une attaque russe qui, si elle advenait, signifierait le début de la guerre mondiale thermonucléaire. La même chose arriverait si les avions OTAN attaquaient depuis la Baltique les villes russes limitrophes. La véritable raison de ce déploiement est d'accroître la tension, en fabriquant l'image d'un

dangereux ennemi, la Russie, se préparant à attaquer l'Europe. C'est la stratégie de la tension mise en oeuvre par Washington, avec la complicité des gouvernements et des parlements européens et de l'Union européenne même. Cette stratégie comporte une augmentation croissante de la dépense militaire au détriment de la dépense sociale. Exemple : le coût d'une heure de vol d'un chasseur Eurofighter a été calculé, par l'Aéronautique même, à 66.000 euros (amortissement de l'avion compris). Somme, en argent public, supérieure à deux salaires moyens annuels bruts. Chaque fois qu'un Eurofighter décolle pour "défendre" l'espace aérien de la Baltique, il brûle en une heure, en Italie, deux emplois.

Par Manlio Dinucci